

RÈGLEMENT N° 398-2012

RÈGLEMENT NO 398-2012 SUR LES SYSTÈMES D'ALARME

ATTENDU QUE le conseil désire réglementer l'installation et le fonctionnement des systèmes d'alarme sur le territoire de la municipalité;

ATTENDU QU'il est nécessaire de remédier aux problèmes provoqués par le nombre élevé de fausses alarmes;

ATTENDU QU'un avis de motion a été régulièrement donné le **3 avril 2012**.

En conséquence, le Conseil ordonne et statue par le présent règlement ce qui suit, à savoir :

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

« **Définitions** »

ARTICLE 2

Aux fins du présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

« Lieu protégé »

Un terrain, une construction, un ouvrage protégé par un système d'alarme.

« Système d'alarme »

Tout appareil, bouton de panique ou dispositif destiné à avertir de la présence d'un intrus, à avertir de la commission d'une infraction ou d'une tentative d'effraction ou d'infraction, ou d'un incendie, dans un lieu protégé situé sur le territoire de la municipalité.

« Utilisateur »

Toute personne physique ou morale qui est propriétaire ou occupant d'un lieu protégé.

ARTICLE 3

« Application »

Le présent règlement s'applique à tout système d'alarme, incluant les systèmes d'alarme déjà installés ou en usage le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement.

ARTICLE 4

« Permis »

Un système d'alarme ne peut être installé ou un système d'alarme déjà existant ne peut être modifié sans qu'un permis n'ait été au préalable émis.

ARTICLE 5

« Formalités »

La demande de permis doit être faite par écrit sur un formulaire fourni par la municipalité à cet effet et doit indiquer :

- a) les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone de l'utilisateur;
- b) les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone du propriétaire des lieux protégés lorsque l'utilisateur n'est pas également le propriétaire de ces lieux;
- c) l'adresse et la description des lieux protégés;
- d) dans le cas d'une personne morale, les noms, prénom, adresse et numéro de téléphone du ou des représentants de la personne morale;
- e) les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone de personnes qui, en cas d'alarme, peuvent être rejointes et qui sont autorisées à pénétrer dans les lieux afin d'interrompre l'alarme;
- f) la date de la mise en opération du système d'alarme.

Ces informations sont consignées dans un registre mis à la disposition des personnes chargées de l'application du présent règlement.

ARTICLE 6

« Coûts »

Le permis nécessaire à l'installation ou à l'utilisation d'un système d'alarme est émis sans frais.

ARTICLE 7

« Conformité »

Le permis est délivré si le système d'alarme dont on projette l'installation ou l'utilisation est conforme à l'article 11.

ARTICLE 8

« Permis incessible »

Le permis visé à l'article 4 est incessible. Un nouveau permis doit être obtenu par tout nouvel utilisateur ou lors d'un changement apporté au système d'alarme.

ARTICLE 9

« Avis »

Quiconque fait usage d'un système d'alarme le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement doit, dans les soixante (60) jours de l'entrée en vigueur, en donner avis à la personne chargée de l'application du présent règlement.

ARTICLE 10

« Éléments »

L'avis visé à l'article 9 doit être donné par écrit et doit indiquer tous les éléments prévus à l'article 5.

ARTICLE 11

« Signal »

Il est interdit d'installer ou permettre que soit installé un système d'alarme avec signal sonore à l'extérieur d'un bâtiment à l'intérieur d'un périmètre d'urbanisation et d'une zone de villégiature à moins qu'il ne soit muni d'un dispositif coupant la sonnerie après 5 minutes à l'extérieur.

Malgré le premier alinéa, un bâtiment public, une industrie établie dans une zone industrielle, ou un bâtiment agricole en zone agricole et agroforestière telle que définie au règlement de zonage, peut être munie d'un système d'alarme dont le signal sonore est audible à l'extérieur des bâtiments. Le signal d'alarme doit être conçu de manière à ce que le personnel en place puisse prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent en cas d'incendie.

ARTICLE 12

« Inspection lors d'alarme »

L'officier chargé de l'application de tout ou partie du présent règlement est autorisé à pénétrer dans tout lieu protégé par un système d'alarme si personne ne s'y trouve, aux fins d'interrompre un signal sonore se faisant entendre à l'extérieur.

ARTICLE 13

« Frais »

La municipalité est autorisée à réclamer de tout utilisateur d'un système d'alarme les frais engagés par celle-ci en cas de défectuosité ou de mauvais fonctionnements d'un système d'alarme, dont notamment les frais encourus aux fins de pénétrer dans un immeuble conformément à l'article 12.

ARTICLE 14

Toute contravention au présent règlement constitue une infraction.

ARTICLE 15

« Infraction »

Toute personne qui utilise ou permet que soit utilisé un système d'alarme contre le vol ou les incendies ou une combinaison des deux (2) doit s'assurer que ce système est constamment en bon état de fonctionnement. Le système doit être conçu de manière à ce que l'alarme ne puisse se déclencher que lorsqu'il y a effectivement effraction ou incendie.

ARTICLE 16

« Présomption »

Un système dont l'alarme se déclenche plus de deux (2) fois dans une période de douze (12) mois, et ce, sans qu'il n'y ait aucune trace d'effraction ou aucune présence de feu ou de fumée est présumé défectueux et l'utilisateur peut se voir émettre un constat d'infraction.

Il en est de même lorsqu'un ou plusieurs pompiers se déplacent pour répondre à une alarme et que ceux-ci sont avisés, soit par une personne se trouvant sur place, soit par une agence de réception d'alarme et que cette alarme s'est déclenchée pour toute autre cause qu'un incendie.

Pour l'application du présent article, un pompier se déplace lorsque le véhicule qu'il utilise pour se rendre sur les lieux d'où provient l'alarme a quitté la caserne de pompier ou est sorti de l'entrée privée du pompier de garde.

ARTICLE 17

« Autorisation »

Le conseil autorise la Sûreté du Québec et ses officiers municipaux à délivrer les constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

La Sûreté du Québec et les officiers municipaux sont chargés de l'application du présent règlement.

ARTICLE 18

« Inspection préventive »

L'officier chargé de l'application du présent règlement est autorisé à visiter et à examiner, à toute heure raisonnable, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque. Pour constater si le présent règlement y est exécuté, et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maisons, bâtiments et édifices doit les recevoir, les laisser pénétrer et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

DISPOSITION PÉNALE

ARTICLE 19

« Amendes »

Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions de ce règlement, commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende minimale de 150 \$ et maximale de 1000 \$.

ARTICLE 20

« Entrée en vigueur »

Le présent règlement remplace tout règlement concernant les alarmes pouvant être ou avoir été en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Adopté le **14 août 2012**.

JEAN-DENIS CLOUTIER
Maire

BRUNO TURMEL
Directeur général et Secrétaire-trésorier